



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 18 DÉCEMBRE 2014

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Affaires Juridiques et  
Commande Publique

L'an deux mille quatorze le dix huit décembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la  
délibération:  
**Pôle Culturel  
Chabran - "Café  
Culturel" -  
Redevance  
d'occupation**

**PRÉSENTS :**

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CAYMARIS Alain, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, DUBOIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICCOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain, MAGAUD Fabrice

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Jacques LECOINTE pouvoir à Alain CAYMARIS, Bernard CHILINI pouvoir à Raymond GRAS, Franck AMBROSINO pouvoir à Valéria VECCHIO, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Daniel MARIA, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

**ABSENT(S) :**

CERET Stéphane

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

**RAPPORTEUR :** Madame Nicole FANELLI

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

Transmis le 22 DEC. 2014

Affiché le 22 DEC. 2014

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Dans le cadre de l'ouverture du Pôle Culturel Chabran, un espace dénommé « Café Culturel » va ouvrir.

La gestion de cet espace, à vocation de café et restauration rapide, sera confiée à un tiers dans le cadre d'une autorisation d'occupation temporaire d'une durée maximale de trois ans.

L'espace comprend :

- un espace comptoir d'une superficie d'environ 21 m<sup>2</sup> situé face à l'entrée principale à côté de la banque d'accueil;
- un dépôt café jouxtant l'espace comptoir d'une superficie d'environ 8 m<sup>2</sup> ;
- un dépôt hall, en retrait, à l'arrière, d'une superficie d'environ 12 m<sup>2</sup> ;
- deux espaces pour la consommation assise, l'un intérieur d'une superficie d'environ 36 m<sup>2</sup> et l'autre à l'extérieur sur le parvis.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a envoyé un avis d'appel à la concurrence le 9 juillet 2014, la consultation a été publiée le même jour sur le site [www.emarches.dracenie.com](http://www.emarches.dracenie.com) et le 11 juillet 2014 dans l'édition de Var Matin.

La date de remise des plis était fixée initialement au 7 août 2014 et a été prolongée jusqu'au 29 août 2014.

Huit entreprises ont retiré le dossier. Aucun pli n'est parvenu à la Communauté d'agglomération dans les délais.

Elle est donc entrée en négociation directe avec des repreneurs potentiels.

A ce jour, et dans la mesure où la redevance annuelle proposée est inférieure au seuil de consultation obligatoire de France domaine, le Conseil d'Agglomération doit la fixer pour permettre l'élaboration de l'autorisation d'occupation temporaire, qui déterminera notamment les conditions d'utilisation et les charges de l'occupation.

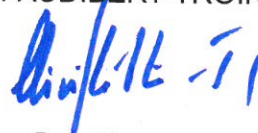
En conséquence, il est proposé au Conseil d'agglomération :

- D'arrêter la redevance d'occupation desdits locaux à 500 € (cinq cents euros) par mois hors charges afférentes à l'eau et à l'électricité qui feront l'objet d'une facturation distincte (s'agissant de la facturation sur l'électricité, cette dernière sera limitée à la consommation des équipements installés pour le fonctionnement du café et non le chauffage ou la climatisation des espaces), cette redevance étant révisable (notamment via l'introduction d'une part variable),
- D'autoriser Monsieur le Président à signer tout document afférent.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 18 décembre 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.